



AimPact

START-UP POLITIQUE ET CITOYENNE À IMPACT AU SERVICE
DE L'ACTION PUBLIQUE

Juillet 2021

**Vulnérabilités démocratiques : appréhender et
endiguer le phénomène de défiance citoyenne**

www.aimpact.tech



AimPact

START-UP POLITIQUE ET CITOYENNE À IMPACT AU SERVICE
DE L'ACTION PUBLIQUE

AimPact est une start-up politique et citoyenne à impact au service de l'action publique.

À travers des recommandations concrètes obtenues des citoyens mobilisés, validées par des comités de recherche de haute valeur ajoutée, AimPact permet aux décideurs publics de remédier aux carences de la démocratie et aux décideurs privés, de résoudre leurs difficultés organisationnelles.

AimPact agit ainsi comme véritable laboratoire d'innovations publiques et se veut un lieu collaboratif de résolution de problèmes de politique publique. La start-up mobilise un large écosystème d'acteurs issus du secteur public et privé, ou encore de la société civile, et les encourage à collaborer pour aborder des questions politiques complexes en lien avec les enjeux du bien commun en vue de pouvoir proposer des solutions transformatrices concrètes.

Pour plus d'informations, veuillez consulter : www.aimpact.tech

Vulnérabilités démocratiques : appréhender et endiguer le phénomène de défiance citoyenne

Rapport rédigé par [...]

© Tous droits réservés, AimPact, Paris, 2021

Table des matières

<i>Le scrutin : enjeu primordial devenu secondaire pour le bien des Français.....</i>	<i>5</i>
<i>Le sentiment de déclassement proportionnel au retrait des citoyens de la vie civique et citoyenne.....</i>	<i>7</i>
<i>Une gestion de la crise sanitaire ambivalente et contestée, terreau propice à la montée du complotisme sur le territoire.....</i>	<i>10</i>
<i>.....</i>	<i>13</i>
<i>Contact.....</i>	<i>13</i>

Le scrutin : enjeu primordial devenu secondaire pour le bien des Français

Le scrutin, longtemps symbole et poulx de l'énergie démocratique française, est devenu malgré son importance une priorité peu suivie par nombre de français. Bousculés par le COVID-19, les derniers grands rendez-vous électoraux pâtissent d'une abstention record (58.4% au second tour des élections municipales de juin 2020). Dans une démocratie, comprendre les mécanismes qui conduisent à voter ou à ne pas voter est essentiel. La participation électorale est considérée comme l'un des traits les plus caractéristiques de la bonne santé d'un régime démocratique.

La crise sanitaire est loin d'être la seule responsable de ce désintérêt français pour le scrutin, l'abstention progresse depuis plus de vingt ans en France. En effet, le taux d'abstention oscille entre 50% et 56% aux dernières élections régionales et départementales. Cette problématique est en particulier liée à plusieurs vulnérabilités qui affectent notre société.

Tout d'abord, une atmosphère de méfiance s'est installée au sein de la population française : crise de confiance, méfiance vis-à-vis d'hyper-information, rejet de certaines formes de communication du gouvernement visant pourtant à susciter l'adhésion voire la sympathie. La montée de la défiance politique, pessimisme social, faible confiance sociale et dans les institutions, sentiment que le système démocratique ne fonctionne pas correctement. Ce sentiment est d'autant plus marqué pour une frange de la population, souvent la moins diplômée, qui a la conviction que son vote n'aura pas d'effet sur sa situation sociale et que l'offre politique ne prend pas en compte ses besoins. Ne pas participer à l'élection revêt une forme de protestation. A titre d'illustration, 25% des non-diplômés se sont ainsi abstenus à tous les scrutins de 2017 (présidentielle et législatives) contre 8,2% des détenteurs d'un diplôme supérieur au bac, selon l'INSEE.

Mais ce désamour du scrutin se révèle de plus en plus être un sentiment partagé par les Français quel que soit leur bord politique, symptomatique d'un découragement institutionnel et démocratique. Pourtant, la philosophie du scrutin et de la participation citoyenne part du principe qu'en reconnaissant les besoins et aspirations de tous, l'idée véhiculée est que par leurs interactions intentionnelles avec les institutions, les citoyens peuvent exercer une influence sur les politiques publiques. Autrement dit, la participation citoyenne promet de mieux mobiliser le public pour améliorer les décisions prises par les autorités.

Même s'il n'existe pas de définition précise de la « mobilisation citoyenne », l'expression est souvent utilisée pour évoquer les rassemblements de citoyens autour de projets ou de causes communes, dans le but d'améliorer la qualité de vie de chacun.

Un autre facteur important à prendre en compte est le traitement médiatique des campagnes électorales qui n'engage pas l'électeur à se déplacer et à participer. La mise en scène actuelle d'une compétition à travers les conflits internes aux partis, les stratégies d'alliance et la diffusion des enquêtes d'opinion participent au désaveu citoyen du scrutin puisque l'élection est souvent présentée comme une course, rythmée par la frénésie des sondages. Les responsables politiques, de gauche comme de droite, sont en difficulté pour résoudre seuls cette vulnérabilité démocratique. L'électeur donne son avis et suit l'actualité mais ne vote pas nécessairement et par conséquent se retire de la vie civique.

Le surcroît d'abstention des jeunes accentue le problème posé à la démocratie – fortement abstentionnistes, les 18-24 ans sont souvent attirés par des formes plus directes d'engagement – Il y a aussi l'entrée progressive dans la vie d'adulte phénomène de « mal inscription ». On note le développement de nouvelles formes de participations citoyennes que cela soit au niveau des partis politiques (plateformes numériques), des Gilets jaunes, de la Convention pour le Climat, manifestations pour le climat voire ZAD. Toutes ces innovations démocratiques poussent à considérer une mobilisation citoyenne au-delà de la forme traditionnelle du scrutin.

Comment vaincre ces vulnérabilités démocratiques ? Comment redonner du sens à la citoyenneté ? Ces questions sont au cœur de l'agenda des politiques publiques. Un début de solution se trouve sans doute dans une réponse décentralisée, technologique et innovante qui refuse d'en rester au constat mais qui au contraire multiplie les initiatives pour faire participer tous les citoyens à la vie de la cité, mesure l'efficacité et l'impact des politiques publiques et permet in fine de rendre des comptes. Insuffler une nouvelle vitalité au scrutin c'est créer un déclic pour que le citoyen ne soit pas que consommateur mais de nouveau acteur de la vie publique.

Le sentiment de déclassement proportionnel au retrait des citoyens de la vie civique et citoyenne

La crise de la Covid-19 a laissé entrevoir les failles d'un État très centralisé, qui a articulé sa gestion de crise de façon très verticale. Le retard dans la transformation numérique de l'Etat a conduit à un manque d'efficacité dans la formulation d'une réponse de l'Etat à la pandémie, appuyant le sentiment de défiance des citoyens et le déploiement de nouveaux acteurs notamment au travers de plateformes numériques.

Le rapport final rédigé par une entité indépendante, faisant état des lieux de la gestion de la crise Covid-19 en France a été remis au Président Emmanuel Macron en Mai 2021. Ce rapport dresse précisément le rapport de l'épidémie en France, son impact et ses effets.

La bureaucratie pointée du doigt dans la gestion de la crise : une lenteur dans la prise de décision au printemps 2020.

Malgré certains points positifs, le rapport dresse un portrait pessimiste de l'intervention de l'Etat, avec notamment une difficulté d'anticipation sur les prises de décisions. Ce manque d'agilité s'est révélé dommageable, comme l'a notamment illustré la pénurie de masques, l'attente des tests et le déploiement tardif de la vaccination symbolisant la faiblesse historique de la santé publique. S'ajoute à cela l'hypothèse d'un ratio très déséquilibré entre l'impact excessif économique de certaines mesures versus leur efficacité sur l'épidémie ainsi que le nombre de décès occasionné par le Covid en France, plus important que la moyenne européenne, avec 1332 décès par million d'habitant soit une hausse des décès de 9,2 % par rapport à 2019.

Des difficultés structurelles, au plus haut niveau de l'Etat ont marqué la gestion de la crise

Dès le début de la crise, l'Exécutif français a fait le choix d'une verticalité décisionnelle et de centralité. Quatre phases ont marqué la gestion de la crise successivement : du 27 janvier au 17 Mars, la crise est gérée au travers du ministère de la Santé. A partir du 17 Mars 2020, une cellule de crise interministérielle est formée au sein du ministère de l'Intérieur avec deux réunions quotidiennes, sous le contrôle du Premier Ministre. La phase de déconfinement fait elle l'objet d'une « cellule Castex » directement rattachée au Premier Ministre.

Après cette phase de déconfinement, à partir du 20 Mai, un centre interministériel est créé dirigé par Denis Robin. Ce centre coordonne la réponse de l'Etat, le ministère de l'Intérieur et de la Santé, avec le concours des préfets et les représentants des ARS.

La crise du Covid-19 a eu des impacts positifs sur l'accélération de l'innovation en matière d'e-santé grâce à des initiatives privées telles que Doctolib, un précieux soutien du gouvernement et de la téléconsultation.

Des acteurs majeurs du privé se sont saisis de la digitalisation des activités et sont devenus incontournables. Lors des deux premiers confinements, le gouvernement a en effet mis l'emphase sur la téléconsultation, opportunité que la plateforme Doctolib a pleinement exploitée pour s'imposer comme acteur majeur dans l'accès aux soins.

Doctolib, une stratégie en ligne, avec le gouvernement.

Fort de l'expérience du premier confinement qui avait vu ses consultations médicales divisées par cinq, Doctolib s'est associé au message du Gouvernement incitant les citoyens à consulter leur médecin traitant. Ainsi, seuls les deux premiers jours de confinement ont vu leur nombre de rendez-vous médicaux s'effondrer. Egalement, lors du dépistage, Doctolib a conclu un partenariat avec les plus grands laboratoires d'analyses français pour permettre la prise de rendez-vous en ligne.

Porté par des acteurs privés et publics, le déploiement de la e-santé fait partie des bases indispensables sur lesquelles doit reposer notre système de soins. Cette digitalisation facilite la réponse aux défis auxquels nous faisons face comme le vieillissement de la population, les aspects sanitaires et sociaux, l'explosion des maladies chroniques.

Contrairement à certains pays comme l'Estonie, ou la Corée du Sud, le contraste est frappant avec la faible place donnée en France aux outils numériques dans la lutte contre le Covid-19. De blocages bureaucratiques, faible culture numérique au sein de l'État, blocage sociétal alimentant la peur du numérique comme outil de contrôle social et comme menace pour la vie privée. McKinsey a en ce sens estimé de 16 à 22 Milliards d'Euros par an les coûts qu'engendreraient ces transformations.

Le public dépassé par l'initiative privée (#Vitemadose)

Or, aujourd'hui, seul le secteur privé semble être en capacité de délivrer des services suffisamment agiles et robustes face à ces nouvelles demandes.

Le cas de Taiwan en matière d'utilisation de la technologie pour gérer la pandémie est exemplaire mais il semble néanmoins que l'utilisation de la big data et son succès soit également lié au contexte culturel qui est pour le cas de Taiwan, particulièrement intrusif. Il ne fait nul doute qu'en France une telle pratique ferait scandale : une géolocalisation des citoyens répertoriés avec leurs données de santé précises, en particulier concernant la Covid-19.

La France est encore loin d'une médecine des "4P" : prédictive, préventive, personnalisée et participative.

Des acteurs territoriaux en soutien

Des acteurs locaux qui ont dû prendre le relais des dysfonctionnements de l'action publique. Les maires en première ligne de la crise sanitaire ont dû prendre des décisions parfois même en désaccord avec l'Etat. Les maires de certaines communes ont pu mettre en place dans certaines communes des initiatives, par exemple pour les tests et la coopération des présidents des régions ont été vivement renforcée.

Une gestion de la crise sanitaire ambivalente et contestée, terreau propice à la montée du complotisme sur le territoire

S'il est admis que les populismes sont fondés sur l'idée d'une trahison du peuple par les élites en démocratie, la crise sanitaire aura fomenté les réticences et la défiance vis-à-vis de l'État.

Même si les théories conspirationnistes n'ont en France, pas de force politique qui catalyse cette défiance en une offre politique, le déploiement tardif de la campagne vaccinale, qui s'explique par la réticence de la part de l'État à s'engager unilatéralement dans une campagne de santé publique, montre le poids des "antivacs" au sein de notre société. En effet, selon les enquêtes réalisées par Conspiracy watch, la France est première au monde pour ce qui est de la méfiance envers les vaccins. Face à une population déjà perplexe et en proie au doute, il est alors difficile pour l'Etat de ne pas souffrir d'une défiance accrue des suites de la gestion de la crise sanitaire.

Une communication balbutiante et contradictoire

La question du port du masque dans l'espace public, d'abord inutile puis obligatoire, est un des premiers motifs de la suspicion à l'égard du Gouvernement.

Dès le début de la crise, la rhétorique de l'exécutif s'est articulée autour de la démonstration de deux postures : l'incertitude et la puissance. Or, les phases successives d'hésitation autour des recommandations relatives au port du masque, en intérieur, en extérieur, puis les justifications bancales liées à leurs difficultés d'acheminement, nécessitant parfois des réquisitions de la part de l'Etat, a fait s'éroder cet éthos de puissance convoqué par ce dernier. Aussi, la lenteur de la campagne vaccinale justifiée en décembre par le ministre de la Santé, puis immédiatement contredite par le président de la République visiblement irrité par sa lenteur, n'a fait que souligner le manque d'harmonie de la communication gouvernementale.

Stéphane Fouks, Vice-président d'Havas, explique que la communication gouvernementale a nourri le populisme et la défiance en raison de la mauvaise stratégie de l'exécutif, tombé dans trois écueils. Ces derniers ont été l'infantilisation, le règne de la technocratie et la pratique incohérente, voire déconnectée du pouvoir. Il estime tout d'abord que l'exécutif aurait dû se focaliser sur les personnes souhaitant recevoir les injections, plutôt que sur une minorité résolument hostile. Il aurait été préférable de faire appel à la responsabilité des Français sur les gestes barrières, le port du masque et la vaccination tout en territorialisation en amont de la mise en œuvre de ces mesures. La séquence a de

fait, brouillé les messages délivrés et suscité la confusion dans l'esprit des Français.

Une propagation des théories du complot qui porte atteinte à la cohésion sociale....

Les théories complotistes sont dangereuses en cela qu'elles attaquent le tissu démocratique et déstructurent les processus de débat et d'échanges dans nos sociétés. Si la démocratie s'illustre et se vit d'abord par les scrutins, il est nécessaire que lors des échéances électorales, les citoyens puissent voter et exercer leur esprit critique à l'égard de faits avérés. Or si ces faits sont contestés, voire niés par une partie de la population, il devient alors périlleux de faire société, voire d'y prendre part.

Les réseaux sociaux, vecteur d'immédiateté et de démultiplication instantanée de l'information, "balkanisent" les groupes sociaux entre eux, qui se regroupent et s'auto renforcent par leurs biais de confirmation. Ainsi, ces plateformes numériques fragmentent un peuple, en le subdivisant en communautés de valeur et d'appartenance : le "nous contre les "autres", les "vendus" aux puissants et les "résistants".

... et favorise l'émergence du retrait de la vie civique voire de la violence

Dans son interview au magazine Zadig, Emmanuel Macron évoque la " (...) redécouverte de la violence politique et militante", rencontrée lors de la crise des Gilets Jaunes. Véritable crise sociale, cet épisode a marqué un tournant décisif dans la vie politique française en ce qu'il a réifié l'articulation de deux émotions simultanées que sont la peur et la colère, et cela à travers des profils d'individus très dissemblables. Ce mouvement a en effet rassemblé des profils sans autre dénominateur commun que celui de la sensation de déclassement. Militants syndicalistes, retraités, individus en grande difficulté sociale, anarchistes ou individus d'extrême droite, ceux-ci se sont adossés à cette dénonciation populaire pour incarner la contestation, la remise en question du pouvoir en place, de façon radicale. Le silence des dominés, que nous sommes tous, pragmatiquement, face à une certaine verticalité du pouvoir, a pris fin pour les plus radicaux d'entre-eux.

S'il faut, dans une situation particulièrement incertaine et précaire qu'est la crise de la Covid, trouver un moyen de réduire l'incertitude ou d'attribuer les torts pour faire sens de ce momentum, alors l'adhésion à des représentations mentales complotistes permet de regagner le contrôle sur des destins qui semblent avoir été suspendus. Le complotisme serait finalement une tentative de reprise d'une forme de souveraineté volée. Le sociologue Gérald Bronner articule en ce sens l'idée selon laquelle l'adhésion à la croyance complotiste induit la radicalité, car seules les solutions politiques les plus radicales peuvent prétendre changer la structure qui avilie le peuple.

Dès lors, le sentiment de déclassement aurait alors deux versants : la violence ou le retrait des citoyens de la vie civique et citoyenne.



Contact

Notre initiative vous intéresse ? Vous souhaitez obtenir plus d'informations, nous rejoindre, contribuer à nos travaux ? N'hésitez pas à nous contacter.

AimPact

START-UP POLITIQUE ET CITOYENNE À IMPACT AU SERVICE
DE L'ACTION PUBLIQUE

aimpact.tech/contact